CONTRE L'ÉCONOMIE DE GUERRE POUR LA SATISFACTION DES REVENDICATIONS !

Le bureau de l'URIF FO, réuni le vendredi 21 novembre, tient à exprimer son indignation devant les propos du général Fabien Mandon, chef d'état-major des armées françaises, qui après avoir déclaré « Il faut accepter de perdre ses enfants », s'est adressé aux maires pour leur demander de faire des coupes dans les budgets des services publics afin de financer l'économie de guerre. Pour le bureau de l'URIF FO, la lutte contre la guerre se confond avec la lutte contre le budget Macron-Lecornu

Nous ne sommes pas dupes des transactions menées par le gouvernement pour obtenir ce qu'ils appellent « la stabilité » et qui en réalité n'est que la volonté de maintenir au pouvoir un exécutif qui quel que soit le Premier ministre et le gouvernement, continuera à exécuter la politique que porte le Président de la République depuis 2017 et sans doute d'ailleurs, bien avant lorsqu'il était ministre.

La soi-disant suspension de la loi de retraite n'est qu'une arnaque. Le Président de la République a annoncé qu'elle n'était pas une suspension mais un décalage qui, dès la prochaine élection présidentielle, permettra après un an de débats et de réunions dans le cadre d'une énième conférence sociale de déboucher sur l'aide apportée au nouveau président pour qu'il engage une autre réforme basée sur la retraite à points ou (et) sur la capitalisation.

Notre Confédération, la CGT FO, reste sur la retraite par répartition et n'acceptera certainement pas pendant un an de détruire celle-ci en cogérant et en co-légiférant pour mettre en place capitalisation et retraite à points, comme le gouvernement l'a décidé dès à présent et en sachant que certaines organisations les accompagneront pendant la durée de la conférence sociale et au-delà bien évidemment.

« Le décalage » voulu par le Président de la République n'est rien d'autre que la mise en œuvre des 64 ans et de l'accélération du calendrier Hollande/Touraine sur le nombre de trimestres pour une retraite à taux plein. Il n'est pour nous aucunement une brèche en vue de son abrogation et encore moins d'un retour au 60 ans et 37,5 ans.

Quant au PLFSS, il fait la démonstration dans les discussions qu'il est bien marqué par « l'effort de guerre » qui va consister à débloquer les fonds pour l'armement au détriment de l'hôpital qui va souffrir de nouvelles attaques sur les effectifs, sur les structures des hôpitaux de proximité et sur les urgences.

Il en sera de même pour notre école publique où tous constatent que là aussi les fermetures de classes n'ont jamais été aussi importantes, que le nombre de postes s'écroule.

La totalité des services publics est touché par les mêmes attaques dans le même temps où, l'effort de guerre se concrétise par le déremboursement des médicaments, où les franchises sont doublées où la volonté est nettement affirmée de casser les structures de la sécurité sociale en fermant des centres de soins, en vendant des immeubles et en déménageant le personnel en ayant à l'esprit le fait de profiter de ces situations pour à terme faire disparaître les structures de proximité et la sécurité sociale de 1945.

C'est pour cela que L'URIF FO ne participera pas à l'action du 2 décembre 2025 parce que nous ne faisons pas obligatoirement la même analyse que la CGT, la FSU et SOLIDAIRES sur les débats qui agitent l'Assemblée nationale avec les incompréhensions des salariés sur les répercussions de la discussion sur le budget et le PLFSS. Nous considérons aujourd'hui que si nous ne participons pas au 2 décembre par rapport à tout ce qui vient d'être développé, cela ne nous empêche pas de considérer que nous devons préparer le rapport de force qui nous permettra de gagner sur nos revendications dans l'action commune. Les salariés rejettent des journées d'action sans lendemain. Celles qui se reproduisent chaque semaine, chaque mois et qui conduisent à la défaite et à la démoralisation. Le rapport de force se prépare et s'organise.

On agite côté exécutif le spectre de la guerre, on envoie les généraux, porteurs de message du Président de la République, chef des armées, pour faire oublier tout ce que nous venons de développer et nous faire accepter de "perdre nos enfants".

Le bureau de l'URIF exige du gouvernement Macron-Lecornu l'arrêt immédiat des dispositifs permettant à l'armée de pénétrer dans les établissements scolaires : classes de défense et de sécurité globale, classes engagées, rallyes citoyens… Le bureau de l'URIF exige du gouvernement Macron-Lecornu qu'il cesse la propagande guerrière, la militarisation de la jeunesse.

Plus que jamais, avec le CCN de la CGT-FO, le bureau de l'URIF réaffirme son attachement à l'expression « pour le pain, la paix, la liberté » qui rappelle l'engagement historique de la CGT-FO depuis ses origines et sa solidarité à l'égard des populations, des travailleurs et de leurs syndicats, partout dans le monde où des conflits existent. Avec la confédération FO, le bureau de l'URIF exige un cessez-le-feu immédiat en Ukraine et condamne les votes en faveur des crédits de guerre en France comme au niveau européen. Avec la confédération FO, le bureau de l'URIF, dans la continuité du courrier de F. Souillot au Président de la République, exige un cessez-le-feu immédiat à Gaza, l'arrêt des massacres, la levée du blocus dans la bande de Gaza, l'arrêt de la coopération et des ventes d'armes de la France en direction du gouvernement israélien de Netanyahou. Le bureau de l'URIF invite ses structures qui le souhaitent à se joindre à la manifestation du 29/11 à 14 h, Place de la République, pour le cessez-le-feu à Gaza.

Pour le bureau de l'URIF FO, la lutte contre la guerre se confond avec la lutte contre le budget Macron-Lecornu, en particulier la défense de la Sécurité sociale fondée sur le salaire différé, le maintien des retraites par répartition et de l'ensemble des régimes spéciaux et particuliers, l'abandon de tout projet de mise en place de retraite par point et de la capitalisation, l'augmentation générale des salaires, la défense des services publics…

C'est de tout cela qu'il nous faut débattre avec nos camarades, nos collègues avec pour but de faire monter d'un cran le rapport de force dans l'action commune et de gagner.

Paris, le 21 novembre 2025